



Sections de Haute-Garonne



Objet : Boycott du CDAS du 07/06/2018

Toulouse, le 7 juin 2018

**Lettre à Madame la Présidente du CDAS de Haute-Garonne
Copie aux Directeurs d'Administrations de Haute-Garonne
Copie au Délégué à l'Action Sociale de Haute-Garonne**

Madame la Présidente,

Les représentant-es de Solidaires Finances et de la CGT Finances de Haute-Garonne au CDAS ont décidé de boycotter la réunion prévue ce jeudi 7 juin 2018. C'est une démarche particulièrement exceptionnelle s'agissant de l'action sociale ; et c'est pourquoi nous tenons en quelques lignes à nous en expliquer.

Il y a d'un côté le contexte général d'une période marquée par de profondes régressions au plan social et de grandes incertitudes sur l'avenir de nos administrations, de nos statuts et de nos conditions de travail. Cette période a été marquée, depuis le 22 mars 2018, par plusieurs temps de mobilisation qui ont montré, par le niveau d'implication des agents, que leurs inquiétudes étaient fortes et leurs nombreuses revendications insatisfaites.

Il y a dans ce contexte le niveau national de l'Action Sociale qui est lui aussi attaqué par le gouvernement et ses exécutants des Ministères Économiques et Financiers. La politique de restrictions budgétaires d'une part et un centralisme réaffirmé de l'autre, fragilisent tout l'édifice de l'action sociale, fruit d'une construction collective et historique.

Ainsi, la baisse de la subvention allouée à l'EPAF a des conséquences directes pour les enfants de notre département qui partent en séjours. Pourtant, la note d'orientation pour l'action ministérielle en 2018 précise que l'EPAF disposera de moyens stabilisés pour répondre à la demande sur le segment des vacances familles et des vacances enfants.

Localement, vous n'êtes pas sans savoir les difficultés rencontrées en 2017 notamment au sujet de l'acheminement des colons entre Toulouse et Paris : nous avons même eu droit à une visite d'une délégation EPAF en février 2018. Malgré nos alertes dès le mois de septembre 2017, et notre demande d'un acheminement des colons organisé en train ou en avion dès 2018, nous constatons qu'à nouveau EPAF organise des transferts entre Toulouse et Paris en bus au mois de juillet prochain, ceci sans fournir la moindre explication aux représentants des personnels.

Nous vous rappelons que l'action sociale de proximité est notre priorité. Elle subit tout autant les attaques auxquelles nous faisons référence mais elle est, de plus, fortement malmenée dans notre département.

Nous l'avons signalé à maintes reprises mais, alors que vous présidez votre dernier CDAS dans ce département, nous tenions à l'exprimer plus fortement. Nous voulons dénoncer ici le manque de transparence en général, l'autoritarisme souvent, auxquels nous sommes confrontés depuis des mois par les principaux responsables, opérationnels et administratifs.

De la transmission tardive des documents à la convocation des instances selon des horaires inappropriés (14h30 !) en passant par l'ajournement intempestif de séances ou le mépris pour le travail des assistantes sociales, le CDAS de Haute-Garonne ne fonctionne pas selon des principes de bonne intelligence, de concertation et de respect des représentant-es des personnels.

Le point d'orgue, si l'on peut dire, de ces pratiques se résume dans l'exemple de la cantine de Muret. Nous savons parfaitement que vous voulez la fermer et aussi que vous avez entamé depuis des semaines une procédure de conventionnement après avoir mené une étude ficelée par des fiches méthodologiques.

Mais vous n'avez eu de cesse de nier cette réalité, y compris dans votre réponse par courriel du 19 avril dernier alors que nous avons eu connaissance, par le lycée de Muret, qu'un projet de convention circulait entre ses services et ceux de l'action sociale.

Et vous, comme le Délégué à l'Action Sociale, nous avez tenu-es sans cesse écarté-es de tout le processus de diagnostic, de préparation et de décision. Pouvez-vous seulement imaginer qu'aujourd'hui nous nous contentions de valider cette opération ?

Non Madame la Présidente, Non Monsieur le Délégué nous ne cautionnerons ni la méthode parce qu'elle est inacceptable, ni vos conclusions parce que nous sommes avant tout profondément attaché-es à la restauration collective sur les lieux de travail des agents des Ministères Économiques et Financiers.

Pour terminer, nous espérons que la prochaine Présidence du CDAS de Haute-Garonne sera plus respectueuse des personnels et de leurs représentant-es et prendra davantage en considération leurs propositions et revendications.

Pour l'intersyndicale de la Haute-Garonne, veuillez recevoir, Madame la Présidente, nos salutations syndicales,

Pour Solidaires Finances 31

Pour la CGT Finances 31